



Déclaration Liminaire

CTI du 10 juillet 2018

Madame la Présidente,

Votre prise de fonction intervient dans un climat social délétère. Les personnels Lillois sont dans l'attente une réelle politique interrégionale cohérente et en phase avec leurs intérêts tant sur le plan sécuritaire qu'en terme de reconnaissance.

Vous pouvez dès aujourd'hui faire un geste dans ce sens. Votre prédécesseur a décidé arbitrairement de supprimer les budgets ACT locaux pour l'année 2018. **On vous demande de revoir cette décision !**

La volonté était-elle de lapider davantage les fonctionnaires pénitentiaires ? **Mécontent de voir ses personnels à genou, aujourd'hui l'institution les met à quatre pattes !**

Les personnels contre leur gré sont soumis aux nuances immorales de l'Administration Pénitentiaire. **Si l'objectif était de faire mal pour mettre un terme à la révolte légitime de janvier, c'est réussi.** Le malaise est-il véritablement réglé ?

Force Ouvrière est convaincu que non ! Le constat s'alourdi de jour en jour...

N'en déplaise, les personnels sont abusés de voir que l'autoritarisme peut parfois être synonyme de sadisme. Ce n'est pas des pluies de trentièmes ni des sanctions d'exclusion qui changeront ce triste constat.

Les directions vacillent devant les responsabilités qu'ils devraient pourtant assumer. **Preuve en est notamment avec l'absence de notification de sanction dans bon nombre de structure. Serez-vous, vous aussi, complice de cette casse sociale ?**

Dans nos établissements, nous sommes loin de connaître l'orgie pourtant tant fantasmé par certain présent aujourd'hui autour de cette table. **Le manque d'effectif se fait ressentir et c'est bel et bien les personnels qui devront en assumer les conséquences cet été... Les modes dégradés ont visiblement encore de beaux jours devant eux, quelle honte !**

« *Qui attend les souliers d'un mort risque de marcher longtemps nu pied* » ne devait pas être la devise de l'administration pénitentiaire. En effet, **Force Ouvrière ne se gargarisera jamais, elle, des peu d'avancées obtenues à la suite du mouvement de janvier...Rien n'a changé et rien ne changera temps que les moyens nécessaires ne seront pas débloqués !**

Les événements récents de Réau mais également ceux de Meaux nous démontrent bien l'échec des politiques carcérales successives. **Force ouvrière exige des mesures concrètes au service de la sécurité des personnels dont la classification des établissements pénitentiaires que nous réclamons depuis des années, serait le point de départ.**

La gestion des détenus radicalisés ne doit se limiter à de l'évaluation, trop de détenus radicalisés sont encore perdus dans la nature pénitentiaire loin des radars de nos services de renseignement, **faute de moyen, là encore.**

Les moyens parlons-en justement ! Quand est-il de la sécurisation des domaines pénitentiaires ? Quand est-il de la sécurisation de nos détentions ? Quand est-il du déploiement des ESP et ELSP ? Quand est-il du fonctionnement des PREJ, de l'UHSA ou de l'UHSA ? Quand est-il de la situation RH de notre DI ? Quand est-il de la réorganisation sur Vendin ? Quand est-il de la situation tant managériale qu'organisationnelle sur Maubeuge ? Quand est-il de la reconstruction du domaine Loos ?

Beaucoup d'interrogations posées par notre organisation syndicale qui doivent amener des réponses concrètes de votre part !

Le 10 juillet 2018,

Les représentants Force Ouvrière